



Société de commissariat aux comptes
membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes
OUEST-ATLANTIQUE

Commissaires aux comptes

- Damien POLLIE
- Claude FRESNEDA
- Sulian BATTEUX

ASSOCIATION **« LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE BRETAGNE »**

Siège social : 45 rue du Capitaine Maignan - 35000 RENNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE BRETAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

3. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

4. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

5. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association Erreur ! Signet non défini. à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Grégoire,
Le 29 avril 2025

L2P AUDIT
SARL S. BATTEUX HLD représentée par

Sulian BATTEUX
Commissaire aux comptes



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	1 018	65	953		953	
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	1 018	65	953		953	
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	19 234		19 234	10 887	8 347	76.67
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	71 017		71 017	123 442	52 425	42.47
	Valeurs mobilières de placement	210		210	210		
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	176 062		176 062	103 138	72 923	70.70
	Charges constatées d'avance (2)	134		134	20	114	564.33
	Total II	266 657		266 657	237 697	28 960	12.18
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		267 675	65	267 610	237 697	29 912	12.58

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024	12	Exercice N-1 31/12/2023	12	Ecart N / N-1		
						Euros	%	
FONDS PROPRES	Fonds propres							
	Fonds propres sans droit de reprise :							
	Fonds propres statutaires							
	Fonds propres complémentaires							
	Fonds propres avec droit de reprise :							
	Fonds statutaires							
	Fonds propres complémentaires							
	Ecarts de réévaluation							
	Réserves :							
	Réserves statutaires ou contractuelles	64	399	64	399			
	Réserves pour projet de l'entité	33	259	33	259			
	Autres							
Report à nouveau	42	132	18	847	23	285	123.55	
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		11	339	23	285	34	624	148.70
Situation nette (sous total)		66	865	55	526	11	339	20.42
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
Total I		66	865	55	526	11	339	20.42
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations							
	Fonds dédiés	8	400	8	400			
	Total II	8	400	8	400			
PROVISIONS	Provisions pour risques							
	Provisions pour charges							
Total III								
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)							
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)							
	Emprunts et dettes financières diverses	138	549	101	147	37	401	36.98
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	3	040	150		2	890	NS
	Dettes des legs ou donations							
	Dettes fiscales et sociales	3	201	1	830	1	371	74.89
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés							
	Autres dettes	45	166	61	051	15	885	26.02
Instruments de trésorerie								
Produits constatés d'avance		2	390	9	593	7	204	75.09
Total IV		192	345	173	771	18	574	10.69
Ecarts de conversion passif (V)								
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		267	610	237	697	29	912	12.58

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	8 000		8 000			
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	145 317		49 059		96 258	196.21
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	135 942		204 342		68 400	33.47
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits						
Total I	289 259		261 401		27 858	10.66
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	227 201		256 911		29 710	11.56
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	1 332		739		593	80.23
Salaires et traitements	40 984		22 925		18 059	78.78
Charges sociales	11 262		5 923		5 339	90.14
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	65				65	
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges						
Total II	280 845		286 498		5 653	1.97
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	8 414		25 097		33 511	133.53

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	1 650	2 035	385	18.94
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	1 650	2 035	385	18.94
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	1 650	2 035	385	18.94
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	10 064	23 062	33 126	143.64
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	1 336	259	1 077	415.79
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	1 336	259	1 077	415.79
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	61	482	421	87.34
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	61	482	421	87.34
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	1 275	223	1 498	671.17
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	292 245	263 695	28 549	10.83
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	280 906	286 980	6 075	2.12
5. EXCEDENT OU DEFICIT	11 339	23 285	34 624	148.70

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I-FAITS CARACTERISTIQUES

Néant.

II- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2-1 Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles comptables, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en presumant de la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits est pratiquée par référence à la méthode dite de coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

2.2 Méthode d'évaluation

Néant

2.2.1 Immobilisations corporelles

Modalités d'amortissements

Pour les immobilisations inscrites à l'actif du bilan, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée d'utilisation normale prévue, soit :

- matériel informatique 5 ans

2.2.3 Immobilisations financières

Néant

2.2.4 Stocks, en cours et produits finis

Néant

2.2.5 Créances

Les créances ont été inscrites pour leur valeur nominale. Les créances douteuses ont été dépréciées par voie de provision, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

III- COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

3.1 - Fonds dédiés

Situation	Montant initial		Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Ressources	Année	Montant	8400	0	8400	8400
CGET Formations Laïcité - Valeurs de la République	2021	16800				
	Total	16800	8400	0	8400	8400

Ligue de l'Enseignement de Bretagne

45 rue du Capitaine Maignan

35000 RENNES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association Ligue de l'Enseignement de Bretagne,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

1 - Missions et actions menées par la Ligue de l'Enseignement d'Ille-et-Vilaine auprès de la Ligue de l'Enseignement de Bretagne

Personnes intéressées :

Les membres du conseil d'administration de la Ligue de l'enseignement d'Ille-et-Vilaine

Nature et objet :

Conformément à la convention liant la Ligue de l'Enseignement d'Ille-et-Vilaine et la Ligue de l'Enseignement de Bretagne, la Ligue de l'Enseignement d'Ille-et-Vilaine met à disposition de la Ligue de l'Enseignement de Bretagne les moyens logistiques nécessaires à la réalisation des prestations convenues dans ces conventions.

Modalités :

Le montant des prestations facturées par la Ligue de l'enseignement d'Ille-et-Vilaine à la Ligue de l'Enseignement de Bretagne sur l'année 2024 se décompose comme suit :

	Montant
CPO	12 500
Commission éducation	21 486
Référence académique	9 500
Formation service civique	3 990
Renouvellement projet régional	10 000
Frais de déplacements	2 350
Affranchissements, copieurs	118
Total	59 944

La Ligue de l'Enseignement d'Ille et Vilaine a versé sa cotisation annuelle 2024 à la Ligue de l'Enseignement de Bretagne pour un montant de 2 000 €.

2 – Missions et actions menées par la Ligue de l'Enseignement du Morbihan auprès de la Ligue de l'Enseignement de Bretagne

Personnes intéressées :

Les membres du conseil d'administration de la Ligue de l'enseignement du Morbihan

Nature et objet :

Conformément aux conventions liant la Ligue de l'enseignement du Morbihan et la Ligue de l'Enseignement de Bretagne, la Ligue de l'enseignement du Morbihan met à disposition de la Ligue de l'enseignement de Bretagne les moyens logistiques nécessaires à la réalisation des prestations convenues dans ces conventions.

Modalités :

Le montant des prestations facturées par la Ligue de l'enseignement du Morbihan à Ligue de l'Enseignement de Bretagne sur l'année 2024 se décompose comme suit :

Montant	
21 486	Commission "soutien à la vie associative" et commission "jeunesses"
12 500	CPO
7 125	Coordination "formation des services civiques"
2 660	Formation civique et citoyenne
2 000	Mission communication
2 000	Tenue du secrétariat
596	Formation professionnelle
1 294	Achat de matériel
1 600	Sous-traitance formation professionnelle
2 402	Frais de déplacements et réceptions
141	Photocopies
53 663	Total

La Ligue de l'Enseignement du Morbihan a versé sa cotisation annuelle 2024 à la Ligue de l'Enseignement de Bretagne pour un montant de 2 000 €.

3 – Missions et actions menées par la Ligue de l'Enseignement des Côtes d'Armor auprès de la Ligue de l'Enseignement de Bretagne

Personnes intéressées :

Les membres du conseil d'administration de la Ligue de l'enseignement des Côtes d'Armor.

Nature et objet :

Conformément aux conventions liant la Ligue de l'Enseignement des Côtes d'Armor et la Ligue de l'Enseignement de Bretagne, la Ligue de l'Enseignement des Côtes d'Armor met à disposition de la Ligue de l'Enseignement de Bretagne les moyens logistiques nécessaires à la réalisation des prestations convenues dans ces conventions.

Modalités :

Le montant des prestations facturées par la Ligue de l'Enseignement des Côtes d'Armor à la Ligue de l'Enseignement de Bretagne sur l'année 2024 se décompose comme suit :

	Montant
Commission "jeunesses" et commission "transition écologique"	21 486
CPO	12 500
Formation civique et citoyenne des volontaires Education Nationale	3 990
Formation des informateurs Guid asso - conception et animation	950
Commission régionale jeunesse - location espace travail	135
Total	39 061

La Ligue de l'Enseignement des Côtes d'Armor a versé sa cotisation annuelle 2024 à la Ligue de l'Enseignement de Bretagne pour un montant de 2 000 €.

4 – Missions et actions menées par la Ligue de l'Enseignement du Finistère auprès de la Ligue de l'Enseignement de Bretagne

Personnes intéressées :

Les membres du conseil d'administration de la Ligue de l'enseignement du Finistère.

Nature et objet :

Conformément aux conventions liant la Ligue de l'Enseignement du Finistère et la Ligue de l'Enseignement de Bretagne, la Ligue de l'Enseignement du Finistère met à disposition de la Ligue de l'Enseignement de Bretagne les moyens logistiques nécessaires à la réalisation des prestations convenues dans ces conventions.

Modalités :

Le montant des prestations facturées par la Ligue de l'Enseignement du Finistère à la Ligue de l'Enseignement de Bretagne sur l'année 2024 se décompose comme suit :

	Montant
CPO Conseil Régional	12 500
Coordination de la commission	21 486
Formations civiques et citoyennes	2 660
Formation informateurs Guide Associatif	950
Mission comptabilité	2 000
Frais déplacements	1 343
Abonnement Zoom	191
Photocopies, Affranchissement	90
Total	41 219

La Ligue de l'Enseignement du Finistère a versé sa cotisation annuelle 2024 à la Ligue de l'Enseignement de Bretagne pour un montant de 2 000 €.

Fait à Saint - Grégoire,
Le 29 avril 2025

L2P AUDIT
SARL S. BATTEUX HLD représentée par

Sulian BATTEUX
Commissaire aux comptes

